

11/03/2019

Saint-vulbas - Réseaux

L'Ain veut devenir le premier département numérique de France

Réuni en assemblée générale samedi, le Syndicat intercommunal d'énergie et de ecommunication de l'Ain (SIEA) a validé le plan de déploiement de la fibre optique dans le département. En 2021, tout le territoire devrait être entièrement relié. Une première en France.



Photo Le Progrès /Laurent THEVENOT

Le déploiement d'un réseau d'initiative publique dans l'Ain vient d'un volontarisme politique parfois contesté. Selon le SIEA, 32 opérateurs sont d'ores et déjà partenaires du réseau Li@in.

Le SIEA avait promis un échéancier plus précis du déploiement de son réseau de fibre optique Li@in d'ici à 2021. C'est chose faite depuis samedi. Le plan se déroulera en trois phases, réparties sur les années 2019, 2020 et 2021, date à laquelle tous les Aindinois devraient avoir accès à la fibre. 180 000 lignes seront développées en deux ans et demi, à un rythme de 6 000 par mois. « Une avancée majeure pour le département », pour Philippe Guillot-Vignot, vice-président du SIEA.

240 communes déjà desservies

En l'état actuel du réseau, 240 municipalités (sur 393) sont déjà partiellement ou totalement desservies, notamment dans le pays de Gex, le bas Bugey (côté Rhône) ou encore l'Ouest de la Dombes. Les trois principales villes du département, Bourg, Oyonnax et Ambérieu, déployées par l'opérateur Orange, se situent en dehors du projet SIEA. Selon les données du syndicat, plus de 116 000 logements et 145 zones d'activités sont déjà éligibles à la fibre. « Le déploiement est un enjeu majeur pour le département, que ce soit dans les domaines de l'économie, de la santé de l'éducation et de la culture », s'est félicité Walter Martin, président du SIEA. Des enjeux sociaux et économiques, qui, malgré les critiques, poussent l'exécutif aindinois à accentuer le déploiement (lire par ailleurs).

Les zones industrielles sont prioritaires

Le programme triennal prévoit en effet, d'installer 36 000 lignes nouvelles en 2019 et 68 000 en 2020 et 2021.

Le syndicat ne s'en cache pas, les zones d'activités et industrielles ont été privilégiées pour la première phase. Ainsi, Viriat, Péronnas ou encore Saint-Étienne-du-Bois seront couvertes dès 2019 dans l'agglomération burgienne. Tout comme les communes de la Plastics Vallée autour d'Oyonnax, ou encore les villes de la Côtière les plus proches de Lyon (de Miribel à La Boisse). Dans le val de Saône, Saint-Didier-sur-Chalaronne et sa zone industrielle seront également connectée dès cette année. Le Parc industriel de la Plaine de l'Ain (Pipa), devrait lui être équipé en 2020. Les secteurs les plus reculés du département ne sont cependant pas oubliés. Dans le haut Bugey, les communes du plateau de Retord bénéficieront d'une large couverture en 2019 (en particulier Hauteville et Haut Valromey). Le bas Bugey et une partie de la Dombes et de la Bresse devront attendre un à deux ans de plus. Mais le SIEA l'a promis, le très haut débit pour tous, c'est pour 2021.

Un déploiement et des questions

Coûts, arrivée programmée de la 5G, les questions soulevées par le déploiement du réseau Li@in ont été nombreuses. Samedi, trois voix se sont abstenues et trois autres ont voté contre le plan de déploiement. Mais dans l'ensemble, le plan présenté samedi semble faire consensus. Restait encore

un imbroglio sur l'apport financier des intercommunalités. Dans *Le Progrès* du 8 février, Jean-Louis Guyader, président de la communauté de communes de la Plaine de l'Ain (CCPA) ne cachait pas sa frilosité quant aux coûts de l'arrivée de la fibre. Depuis, un accord a été trouvé et toutes les intercommunalités participeront bien au financement du déploiement. Reste que certains maires déplorent que certains hameaux ou zones ne soient pas desservis, alors que leur commune est considérée comme câblée. Stéfany Douillet, directrice de la communication électronique du SIEA a promis que des courriers d'information seraient bientôt envoyés aux communes, et qu'un « référent technique » serait nommé pour chaque commune déployée.



Photo Le Progrès /Laurent THEVENOT

En Chiffres

50,4

C'est, en millions d'euros, la somme investie en 2019. Objectif : réaliser 36 000 lignes. Les zones industrielles et de forte densité sont privilégiées à l'ouest. Les zones rurales (haut Bugey), à l'Est.

300

C'est, en millions d'euros, l'investissement total. Près de 75 millions viennent d'une subvention de l'État obtenue en décembre dernier. Le département s'est engagé à verser trois millions d'euros par an pendant dix ans. L'Europe, la Région (38 millions d'euros), les intercommunalités et les communes (3,14 euros par an et par habitant) participent également au financement du déploiement.

Élian DELACÔTE